

27 septembre 2005

La flambée des prix de l'essence à la pompe

À l'occasion de la reprise des travaux de la Chambre des Communes, le sujet le plus chaud à l'ordre du jour fut la question des prix du pétrole malgré la distraction de l'inauguration de la nouvelle gouverneure-générale. Chacun y est allé de sa solution. Selon Le Devoir d'aujourd'hui, le parti Libéral parle vaguement "de la possibilité d'émettre un chèque pour aider les familles à faible revenu à payer leur chauffage", le Bloc "de créer l'Office de surveillance des pétrolières" pendant que "[l]es conservateurs veulent quant à eux une réduction de la taxe fédérale sur l'essence, alors que le NPD souhaite que l'accent soit mis sur des mesures qui encouragent l'efficacité énergétique au pays, comme une meilleure isolation des maisons."

Personne, semble-t-il, n'a eu l'idée de proposer de plafonner le prix à la pompe, de taxer la rente pétrolière accaparé par les monopoles pétroliers -- ce qui permettrait de financer l'efficacité énergétique et les énergies alternatives -- et encore moins de les nationaliser. Selon une étude de la Chaire socio-économique de l'UQAM datant 2003, "[l]e taux de rendement après impôts sur l'avoir des actionnaires de l'Impériale Esso a tout simplement été phénoménal [en 2000 et 2001], soit de 32,4% en 2000 et de 28,4% en 2001. Shell Canada n'a pas été laissée pour compte, avec des taux de rendement de 22,1% en 2000 et de 23,3% en 2001." Imaginons ce qu'il en est maintenant.

Marc Bonhomme

Flambée des prix du pétrole : Omar Aktouf, candidat de l'UFP dans Outremont, propose la création d'un impôt spécial sur les profits des pétrolières

le 6/9/2005 17:30:00

Le professeur des HEC Omar Aktouf, candidat de l'Union des forces progressistes (UFP) dans Outremont, propose la création d'un impôt provincial spécial sur les profits réalisés par les pétrolières au Québec dans le but que cet argent profite à l'ensemble de la population québécoise. De plus, le professeur appuie son collègue Léo-Paul Lauzon de la Chaire d'études socio-économiques de L'UQAM en ce qui a trait à la nationalisation des ressources pétrolifères au Canada.

Omar Aktouf fustige l'inaction du gouvernement Charest dans ce dossier : " M. Charest et ses ministres ne voient rien à redire à l'explosion indécente et scandaleuse des prix du pétrole et de l'essence, dépassant les 1.45\$ la semaine

dernière. Des hausses de l'ordre de 20% alors que celle du prix du baril n'est, elle, que de 8%".

Pourtant, d'après le professeur des HEC, plusieurs mesures peuvent être mises en place dès maintenant pour venir en aide aux consommateurs. Tout d'abord, le gouvernement provincial devrait voter une loi d'urgence qui assure le gel des prix à la pompe et une mesure d'imposition spéciale sur les « profits faramineux » réalisés par les pétrolières au Québec.

Le gouvernement Charest devrait également exercer des pressions au niveau fédéral en faveur de la nationalisation des ressources pétrolières pour l'ensemble du Canada. « Paul Martin a commis une grave erreur en vendant les dernières actions que possédaient toujours les canadiens et canadiennes dans Pétro-Canada. Nous en voyons aujourd'hui les effets dramatiques ».

Pour Omar Aktouf, les montants dégagés par l'imposition des profits des pétrolières devraient être utilisés, d'une part, pour le financement d'énergies alternatives comme l'éolienne et, d'autre part, pour le financement des programmes sociaux de responsabilité provinciale (santé, éducation, etc.).

Au moment même où Hydro-Québec propose à son tour une augmentation de 3% de ses tarifs, Omar Aktouf souligne l'urgence d'intervenir en faveur des citoyens et citoyennes dans le dossier énergétique au Québec. « Tous les Québécois et Québécoises sont touchés directement par les hausses des coûts énergétique. Leur gouvernement et les sociétés d'État se doivent d'agir immédiatement en fonction du bien commun, et non pas en fonction du profit maximal privé », affirme Omar Aktouf.

Omar Aktouf, candidat de l'UFP dans Outremont et professeur aux Hautes Études commerciales (HEC), propose un projet citoyen pour le Québec qui pose l'accès universel aux programmes sociaux, la lutte contre l'exclusion et la pauvreté comme objectif prioritaire pour la société québécoise. À titre d'expert en management, Omar Aktouf s'attaque depuis plusieurs années au sous-financement des programmes sociaux et à la critique des politiques économiques néo-libérales.

Renseignements :

Éric Martin, directeur des communications, campagne UFP-Outremont, (514) 583-5837, eric.martin@ufp.qc.ca

Source :

Direction des communications, campagne UFP-Outremont, Union des forces progressistes